

4 FÉVRIER 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

JOHN F.W. ROGERS : Bonjour à tous, je suis John Rogers, Président de l'Atlantic Council. En dépit de l'obligation de tenir cette réunion à distance en raison de la pandémie, c'est un grand plaisir de vous accueillir pour cet événement exceptionnel. J'ai le privilège d'ouvrir l'inauguration officielle du Centre pour l'Europe de l'Atlantic Council en accueillant un invité spécial qui nous fait l'honneur d'être présent, S.E. Emmanuel Macron, Président de la République française. J'ai eu la chance de pouvoir faire sa connaissance lors d'un dîner d'État à la Maison blanche en avril 2018. Force est de constater que les choses ont bien changé depuis.

Comme vous le savez, la relation avec l'Europe est au cœur de la mission historique de l'Atlantic Council qui s'applique à façonner notre avenir commun en traitant des problématiques et des questions mondiales qui nous concernent tous, en lien étroit avec nos alliés stratégiques les plus proches. Alors que l'année 2021 débute, elle fait déjà l'Histoire en ce qu'elle marquera le 60e anniversaire de l'Atlantic Council, et s'inscrit dans une période historique où tous les pays et les sociétés dans le monde affrontent simultanément une crise sanitaire, une crise économique, et même dans certains cas, une crise identitaire, tout en devant faire face à des bouleversements technologiques considérables, à des impératifs liés au climat et à des concurrents stratégiques s'affirmant de plus en plus, tels que la Chine ou la Russie.

Dans ce contexte, je pense que tout le monde sera d'accord avec nous pour dire que nous avons atteint un point de bascule propice aux transformations ; c'est le moment où jamais pour les membres de la communauté transatlantique d'aller de l'avant et de contribuer une fois de plus à façonner le futur ordre international. Aussi, au sein de l'Atlantic Council, nous souhaitons prendre toute notre part à ces efforts. Notre programme sur l'Europe a pris un rapide essor ces dernières années, sous la direction de Benjamin Haddad. C'est aussi la raison pour laquelle nous redoublons d'efforts en Europe cette année avec la création d'un nouveau centre. Je tiens à féliciter Benjamin et toute son équipe pour ce qu'ils ont accompli en peu de temps et les remercier par avance de leurs efforts à venir.

À une époque où l'on a tant besoin que les dirigeants soient des instigateurs du changement, l'un d'entre eux s'est affirmé comme une voix audacieuse et innovante en Europe. Je veux parler bien sûr du Président Macron, qui nous fait l'honneur d'être avec nous aujourd'hui. Monsieur le Président, vous avez mené des réformes courageuses en France et vous vous êtes fait le défenseur d'un programme ambitieux pour l'Europe sur la scène internationale. À l'occasion de notre échange aujourd'hui, nous souhaitons tous vivement, y compris le public pris au sens large, que vous nous parliez de votre vision d'une Union européenne influente, puissance mondiale et partenaire international des États-Unis, en prise avec les grands défis de ce siècle.

Je m'arrêterai là en vous remerciant encore pour votre présence à nos côtés aujourd'hui. Je passe à présent la parole à Benjamin, directeur du Centre Europe de l'Atlantic Council, qui introduira et mènera l'entretien avec le Président Macron.

BENJAMIN HADDAD : Merci John. Je suis Benjamin Haddad. C'est un grand honneur pour moi d'être à Paris avec vous aujourd'hui, Monsieur le Président, pour inaugurer le Centre Europe de l'Atlantic Council.

Monsieur le Président, ce n'est pas par hasard que nous souhaitons vous rencontrer aujourd'hui, à un moment clé pour les relations transatlantiques. Nous sommes en pleine pandémie, nous vivons une crise climatique mondiale, une crise économique et nous devons faire face à une Chine qui s'affirme de plus en plus. Cette période requiert plus que jamais un lien transatlantique fort. L'Atlantic Council

souhaite contribuer à défendre cette relation, comme nous l'avons toujours fait.

Mais il nous faut aller de l'avant sans occulter l'ampleur des difficultés ni regretter le passé. Aussi le Centre Europe entend-il plaider pour une Europe forte, responsable et sûre d'elle, au cœur de ce partenariat transatlantique. Avec des bureaux à Washington, Varsovie, Stockholm, Belgrade, un réseau de membres associés à travers toute l'Europe, des partenariats stratégiques avec la Conférence de Munich sur la sécurité, GLOBSEC, la chambre de commerce américano-grecque en Grèce, et beaucoup d'autres à venir, nous continuerons à nous faire entendre, pas tant comme des observateurs mais bien comme de véritables acteurs du changement.

Cette année, l'Union européenne sera notre priorité. Nous nous associerons à la Délégation de l'UE à Washington afin de lancer une campagne nationale pour relancer la relation entre l'UE et les États-Unis, expliquer aux Américains ce qu'est l'Union européenne et pourquoi une UE forte et unie constitue une question d'intérêt national pour les États-Unis. Monsieur le Président, vous jouez un rôle moteur en faveur de la transformation de l'Europe pour qu'elle s'affirme davantage sur la scène internationale en tant qu'Europe souveraine à même de faire face à ces grands enjeux. C'est la raison pour laquelle nous sommes si heureux de vous accueillir aujourd'hui. Nous avons réuni plusieurs Américains et Européens, tous horizons et générations confondus, pour vous poser des questions portant sur la politique étrangère, les enjeux économiques mondiaux, et aussi les questions de société, auxquels nos pays sont tous confrontés.

Voici une première question, Monsieur le Président. Joe Biden a été intronisé comme Président il y a deux semaines. Vous vous êtes entretenu avec lui et vous avez souligné la nécessité d'une concertation sur les problématiques communes : de la relance économique mondiale post-COVID-19, en passant par le climat, la Chine, le Moyen-Orient, le Sahel et l'Afrique, la Russie... Par où commencer ?

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : merci beaucoup. Tout d'abord, merci pour votre présence et merci, Monsieur le président, pour votre introduction et vos remarques liminaires. Je suis très heureux d'étrener, en quelque sorte, le Centre Europe. Je tiens à vous féliciter avant toute chose pour ce projet ambitieux. Je suis profondément convaincu que cette organisation, animée par votre volonté de bâtir un nouveau programme commun, joue un rôle tout à fait essentiel.

Nous allons probablement revenir sur nombre de sujets pendant la discussion, mais pour moi la priorité absolue dans la relation à la nouvelle Administration américaine et dans le travail entre les États-Unis et l'Europe, est de parvenir à un multilatéralisme fondé sur des résultats. Ces dernières années, nous avons travaillé dur pour préserver le cadre multilatéral. Toutes les questions que vous avez mentionnées (la pandémie, la crise économique et sociale, les nouvelles inégalités, les changements climatiques, les enjeux pour la démocratie, etc.), requièrent une plus grande coordination de nos actions. Or, au cours des dernières années, nous avons assisté à une forme de délitement des cadres et enceintes multilatéraux existants.

C'est la raison pour laquelle la priorité absolue est de reconstruire ce multilatéralisme, évidemment en prônant un multilatéralisme solidaire pour être sûrs d'être efficaces et précisément solidaires, mais aussi pour parvenir à un multilatéralisme axé sur des résultats, ce qui signifie parvenir à des résultats concrets pour apporter des solutions aux principales difficultés, ou à tout le moins pour commencer à y apporter des solutions.

Je considère que les tout premiers jours de cette nouvelle Administration sont cruciaux pour s'orienter dans cette voie : la décision du Président Biden de revenir à l'OMS, en tant que contributeur mais aussi en participant à une enceinte multilatérale œuvrant pour la santé mondiale ; en rejoignant également l'initiative « Un monde, une santé » ; en participant à notre initiative ACT-A en faveur non seulement du continent africain mais aussi de tous les pays pauvres et émergents dans le contexte de la pandémie. Nous y reviendrons sans doute. Il faut y ajouter l'engagement pris d'investir au moins 4 milliards dans cette initiative. Il y a évidemment aussi la décision de réintégrer l'Accord de Paris et de rejoindre le

cercle des pays en mesure d'atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. Il y aura probablement aussi des décisions au sujet de l'Organisation mondiale du commerce et ainsi de suite.

C'est une question prioritaire parce que si le principal acteur, celui chargé de garantir le système en dernier ressort, quitte le navire, c'est évidemment un coup dur porté au multilatéralisme. Et ceux qui viennent à profiter de cette situation sont précisément les éléments perturbateurs ou ceux qui sont en mesure de proposer ou de promouvoir une autre forme de multilatéralisme, qui ne repose pas sur nos valeurs communes et ne constitue pas un multilatéralisme véritable ni équitable.

La deuxième question clé, qui est en lien avec la précédente, est la suivante : comment pouvons-nous, tous ensemble, être inventifs ? Car il est évident qu'il va nous falloir innover afin de trouver des solutions aux nouvelles problématiques. Comment pouvons-nous construire de nouveaux partenariats et bâtir le « nouveau consensus » de notre planète mondialisée, comme nous l'avons baptisé ici à Paris il y a quelques semaines ?

Nous sommes face à un monde où la lutte contre les inégalités doit être une priorité. Les inégalités étaient déjà un problème majeur avant la pandémie et elles le seront d'autant plus dans la période post-COVID-19. Nous sommes également confrontés à une réglementation affaiblie en matière de maîtrise des armements, du fait des décisions qui ont été prises. Nous devons probablement inventer de nouvelles formes de coopération et de nouveaux partenariats pour traiter des questions liées au climat et à la biodiversité ; c'est ce que nous avons fait ces dernières années avec le « One Planet Summit » afin de préserver l'Accord de Paris et de lancer de nouvelles initiatives en faveur de la biodiversité.

Nous devons nous montrer très innovants car ce nouveau type de partenariat implique de mettre en place de nouvelles formes de coopération entre les États, mais aussi avec les acteurs privés, les ONG et certaines entités régionales. Et bien sûr, face aux enjeux numériques et aux crises que vivent nos démocraties, nous devons nouer une série de nouveaux partenariats afin de donner véritablement corps à ce nouveau consensus. Il s'agit pour moi du deuxième pilier de cette relation essentielle. Et c'est dans ce domaine que, selon moi, l'Union européenne et les États-Unis sont deux acteurs majeurs, qui doivent bien sûr construire ensemble mais également faire preuve d'une grande ouverture vis-à-vis des autres acteurs qui partagent nos valeurs, et plus précisément, ces nouvelles solutions dans le contexte actuel.

Et troisièmement, je crois que nous devons jouer un rôle bien plus important dans les crises régionales et adopter une approche cohérente de ces crises. Le Président Biden et moi-même avons évoqué certaines de ces crises régionales. Mais lorsque nous parlons du Moyen-Orient, de l'Afrique, de la région indopacifique, concept que nous avons essayé de mettre en avant ces dernières années, nous ne pouvons pas laisser de côté le sujet de la relation entre les États-Unis et l'Europe, de notre aptitude à agir ensemble et à préserver ou à rétablir la paix et la stabilité dans certaines de ces régions.

Certaines d'entre elles font partie du voisinage européen. D'autres se trouvent dans des zones clés dans le contexte actuel. Certaines peuvent justement contribuer à redéfinir la relation entre l'Union européenne et la Chine, et entre les États-Unis et la Chine, dans les années à venir. Et le traitement de ces crises régionales met en lumière la façon dont l'Administration américaine souhaite s'y impliquer de nouveau, ainsi que ses priorités. Pour moi, la lutte contre le terrorisme est une priorité absolue, et la paix et la stabilité de cette région du monde sont de la plus haute importance. Cela pose la question de la clarification du rôle de l'OTAN, nous y reviendrons sans doute, et des partenariats existants dans ce cadre.

Mais assez sur ce sujet, nous aurons l'occasion d'y revenir par la suite. Pour terminer, ces trois piliers sont, selon moi, les fondations sur lesquelles nous devons bâtir la relation avec la nouvelle Administration américaine.

BENJAMIN HADDAD : Je voudrais rebondir sur ce dernier point en ce qui concerne la redéfinition du

partenariat. Depuis votre élection, l'Europe est au cœur de votre vision. Vous avez prononcé un discours porteur de grandes ambitions à la Sorbonne sur la souveraineté européenne et vous avez porté de nombreuses initiatives au niveau européen. Selon vous, quelle sera l'incidence sur la relation transatlantique de ce programme en faveur de la souveraineté européenne et de l'autonomie stratégique ?

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Une incidence très positive, je pense. Pourquoi cela ? Parce je crois au fait national, bien sûr. Nos démocraties sont fondées sur l'expression de nos populations au niveau national. Mais si l'on considère le contexte actuel, face à tous ces changements et aux tensions croissantes, il est évident que l'Union européenne est un acteur crédible et qu'elle agit à l'échelle appropriée.

Depuis le tout début de mon mandat, mon objectif a été de réinventer ou de rétablir une vraie souveraineté européenne. Au cours des dernières décennies, nous avons laissé de l'espace à une approche nationaliste réclamant davantage de souveraineté au niveau national. Mais la véritable souveraineté, la capacité à décider pour nous-même, à élaborer nos propres règles et réglementations et à faire nos propres choix, est pertinente à l'échelle européenne. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'avoir un programme d'action commun en matière de technologie, de défense, de monnaie, de réponse économique et budgétaire à la crise et dans bien d'autres domaines. Et c'est ainsi que nous avons progressivement forgé ce concept d'autonomie stratégique.

Il signifie tout simplement que l'Union européenne doit pouvoir se considérer comme une entité commune adaptée, capable de prendre des décisions seule et d'investir beaucoup plus dans des secteurs clés de sa souveraineté, comme la défense. Cette décision n'est pas seulement compatible avec l'OTAN, mais elle est totalement cohérente. C'est pourquoi je suis fermement convaincu que cette dynamique et cette décision de coopérer davantage à l'échelle européenne correspond complètement, totalement aux intérêts des États-Unis.

Pourquoi en suis-je convaincu ? Parce qu'au cours des dernières décennies, au sein de l'OTAN, les États-Unis étaient d'une certaine manière les seuls responsables de notre sécurité. Et comme certains de nos dirigeants d'aujourd'hui et d'hier l'ont exprimé, les efforts n'étaient pas justement répartis. C'est vrai. Et petit à petit, la relation s'est pervertie car, d'une certaine façon, faire partie de l'OTAN signifiait bénéficier de la protection de l'armée américaine et, en contrepartie, avoir accès aux contrats, fournir des contrats et acheter du matériel américain, et je pense qu'il s'agissait d'une approche perdant-perdant tant pour les pays européens que pour les États-Unis. Pourquoi ?

Tout d'abord, la présence de vos soldats, des soldats américains en Europe et dans notre voisinage, déployés à cette échelle sans que cela ne corresponde à la défense d'intérêts clairs et directs, n'est pas une approche durable. Il arrive un moment où nous devons assumer bien plus de responsabilités concernant notre voisinage. Le caractère durable de la prise de décision dans les sociétés démocratiques était donc en jeu.

Ensuite, la décision de l'Europe de ne pas assurer sa propre défense était selon moi implicite et progressive. Et je ne connais aucune entité politique existante qui n'assure pas la protection de sa population. Si l'on souhaite porter, promouvoir et préserver l'idée et la réalité de l'Union européenne, celle-ci doit être en mesure de protéger sa population.

C'est pourquoi l'autonomie stratégique signifie en premier lieu que les acteurs européens doivent investir beaucoup plus pour eux-mêmes. En ce qui me concerne, j'ai décidé d'accroître le budget consacré à notre défense.

Ensuite, œuvrer activement ensemble pour des projets communs, harmoniser notre organisation et mettre au point de nouvelles technologies et de nouveaux équipements communs. C'est ce que nous avons fait avec l'Allemagne. l'Espagne. l'Italie. et ce que nous avons aussi lancé au niveau européen.

Troisièmement, mettre en place des programmes d'investissements massifs tout en développant bien plus les interventions conjointes avec une culture commune en matière d'intervention. C'est ce que nous avons mis en avant. Je l'ai proposé le 17 septembre à la Sorbonne. Et à présent, une dizaine de pays rejoignent cette initiative européenne d'intervention, qui est un concept inédit. Elle se traduit par des exemples concrets, je veux dire par une nouvelle approche, par exemple dans le Sahel, où nous coopérons avec beaucoup plus de pays européens dans le cadre de la Task Force Takuba, afin de mieux protéger les pays du Sahel. Et je pense que cette approche est tout à fait dans l'intérêt des États-Unis car elle permet davantage de concertation et de solidarité au niveau européen et un engagement renforcé des forces armées européennes dans des situations différentes, ce qui diminue la pression sur les autres membres de l'OTAN, et donc sur les États-Unis.

Bien sûr, je souhaite préserver la coordination politique intense qui existe avec les États-Unis pour définir et élaborer le concept politique de l'OTAN. Je veux également préserver l'interopérabilité de nos forcées armées car l'efficacité de nos interventions partout dans le monde en est renforcée. Avec les États-Unis et le Royaume-Uni, nous avons décidé au printemps 2018 de mettre en place une coopération unique afin de lutter contre l'utilisation des armes chimiques en Syrie. L'OTAN a permis notre interopérabilité. Dans les semaines et les mois à venir, nous vivons des moments cruciaux car je pense que, sur la base des rapports demandés après les mots durs que j'ai eus fin 2019, l'OTAN se trouve dans une phase de clarification. Les nouveaux concepts doivent être clarifiés et nous devons exprimer clairement ce que nous voulons.

Qui est l'ennemi ? Au départ, l'OTAN a été créée pour lutter contre l'URSS. Et maintenant, qui est l'ennemi ? Qui sont les terroristes et les principaux ennemis de nos sociétés ?

Comment aborder les nouvelles problématiques liées au Pacifique, à la Chine : la question se pose. C'est un sujet que personne n'ose aborder. Nous devons pourtant en parler très ouvertement. Mon souhait est d'adopter à ce sujet une approche politique car je veux vivre dans un monde stable et en paix. Mais cela veut dire que nous devons parvenir ensemble à nous parler franchement et ouvertement, parfois exprimer des avis divergents. Toutefois, je pense que nous devons affronter ce problème.

Troisièmement, respecter un code de conduite clair entre les États membres. Nous y reviendrons probablement, mais comment peut-on parler de partenariat, en tant que membres de l'OTAN, lorsqu'un partenaire comme la Turquie se comporte comme elle l'a fait en 2019 et en 2020. Il me semble constater des changements, j'en suis heureux, et je voudrais saluer la récente déclaration du Président Erdogan, mais les États-Unis comme l'Europe se sont heurtés à une agressivité incroyable sur différents théâtres d'opérations au cours des deux années écoulées. Et j'estime qu'il est absolument essentiel de clarifier ce que doit être une attitude solidaire et un bon comportement dans ce cadre.

Tout cela est possible parce que l'Europe est bien organisée, plus efficacement, et justement parce que nous avançons sur ce concept de souveraineté et d'autonomie stratégique.

BENJAMIN HADDAD : Je sais que nous allons aborder ces sujets avec nos invités. Je me tourne vers la première d'entre eux, Madame Esther Brimmer, administratrice et présidente-directrice générale de la NAFSA. Madame Brimmer est membre du conseil d'administration de l'Atlantic Council et elle a été secrétaire d'État adjointe aux organisations internationales. Je sais qu'elle souhaiterait évoquer les valeurs communes qui fondent nos démocraties.

QUESTION : Merci beaucoup.

Monsieur le Président, nos deux pays sont des républiques. Nous sommes les héritiers et les héritières des Lumières et des grandes révolutions du XVIIIe siècle. Pourtant, le 6 janvier dernier, une foule violente a envahi ces belles avenues rectilignes conçues par L'Enfant pour notre capitale. Le Congrès a été envahi et nos représentants élus menacés. En 2018, l'Arc de triomphe a été endommagé lors d'une

manifestation à Paris. La xénophobie et la violence ne rôdent plus seulement aux confins de la politique, elles l'ont investie. Monsieur le Président, où en est la démocratie libérale aujourd'hui ?

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Merci de me poser cette question. Je ne suis pas certain d'être totalement en mesure d'y apporter une réponse complète et exhaustive mais je peux vous donner mon point de vue, car je pense que les deux exemples que vous donnez figurent probablement parmi les plus représentatifs des temps que nous vivons dans deux démocraties fortes et anciennes, unies par une grande solidarité et par des liens d'amitié étroits.

Écoutez, je pense tout d'abord que la violence, la haine et la xénophobie sont de retour dans nos sociétés et que c'est une tendance récente. Certains groupes politiques les attisent et les légitiment. Il s'agit pour moi d'un changement anthropologique majeur.

J'ai récemment eu l'occasion d'en parler plus en détail, mais selon moi, le contrat fondamental en démocratie est que les citoyens peuvent choisir la personne qui les dirige. Ils l'élisent. Ils élisent les personnes qui vont rédiger les lois. Ils ont la liberté d'expression et de manifestation. Mais en échange, tout le monde doit se respecter. Il faut accepter que certaines personnes ne soient pas d'accord avec vous et que la violence soit interdite. Et il semble que certains discours politiques ont redonné à la violence une légitimité dans nos sociétés, en prétendant que pour répondre à la violence, entre guillemets, des institutions économiques ou sociales, le fait de descendre dans la rue et de tuer, de blesser ou de détruire était légitime.

Soudain, la violence réapparaît, alors qu'elle disparaissait progressivement, et prend les formes dont vous avez parlé. Cette tendance m'inquiète beaucoup car elle menace nos démocraties, et nombreux sont ceux qui considèrent qu'elle est inacceptable. Comment y mettre fin ? Les gens comme vous et moi, dans la rue, attendent de nous que nous mettions un terme à cette violence car ils ne pensent pas qu'elle soit acceptable, mais c'est très difficile quand beaucoup d'autres personnes estiment qu'elle est légitime. Et c'est exactement ce que vivent nombre de nos démocraties.

Je suis profondément convaincu que les réseaux sociaux jouent un rôle important dans cette évolution, qui, je le répète, est anthropologique, car ils ont légitimé une certaine désinhibition dans le discours. Je veux dire qu'ils ont encouragé une culture de l'agressivité et du conflit et, selon moi, cela a modifié progressivement la nature profonde du débat démocratique. C'est la raison pour laquelle nous devons traiter ces problématiques si nous souhaitons préserver nos démocraties.

Vous savez, nous avons fait beaucoup de progrès au cours des trois ou quatre dernières années dans la lutte contre le terrorisme sur les réseaux sociaux et les plateformes internationales. Je m'en souviens, cela a commencé ici avec la question du terrorisme. Après les attentats terroristes du mois de juillet 2017, nous avons lancé une initiative, avant de la promouvoir au sein des Nations Unies. Au tout début, de nombreuses voix se sont élevées, au nom de la liberté d'expression, qui au passage est constitutive de notre culture, contre la régulation de nos réseaux sociaux visant à lutter contre les contenus terroristes. Quelques mois plus tard, un attentat a eu lieu à Christchurch et, encore et toujours ici, nous avons lancé l'Appel de Christchurch avec la Première ministre de la Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, et d'autres dirigeants. Nous avons obtenu des principaux réseaux sociaux et plateformes américains un engagement déterminant, celui de supprimer dans un délai d'une heure tout contenu terroriste identifié par la plateforme, les réseaux sociaux et nos services. Et, je peux vous l'assurer, ils l'ont fait. Ils sont très efficaces et nous ont beaucoup aidés, et nous avons fait adopter il y a quelques semaines une législation à l'échelle européenne poursuivant le même objectif.

Ce que nous avons fait pour lutter contre les attaques terroristes, nous devons le faire également pour lutter contre les discours de haine, la xénophobie et bien d'autres problèmes sur les réseaux sociaux. Le seul moyen de préserver nos démocraties est de rétablir un ordre public et démocratique dans ce nouvel espace de réflexion et de vie, qui abrite de plus en plus d'activités en raison de la pandémie. Cette nouvelle réglementation, je pourrais même dire cette nouvelle gouvernance, doit être

Cette nouvelle réglementation, je pourrais même dire cette nouvelle gouvernance, doit être démocratique et faire l'objet d'échanges entre nos responsables politiques. Je pense que c'est très important, qu'il s'agit même de l'un des enjeux clés de notre époque.

Vous savez, j'ai évoqué ces initiatives que nous avons lancées avec succès, mais nous devons renforcer nos efforts. Vous avez mentionné les images très violentes filmées au Congrès, et je dois dire que nous avons été extrêmement choqués ici à Paris. Et j'ai exprimé mon amitié, ma solidarité et la confiance que j'ai dans la force de votre démocratie.

Mais en même temps, nous avons également été très perturbés parce que quelques heures plus tard, toutes les plateformes - et permettez-moi d'être très politiquement incorrect - mais ces mêmes plateformes qui avaient parfois aidé le Président Trump à encourager ces mêmes manifestations de manière si efficace quelques heures auparavant, à la seconde même où elles ont été sûres qu'il n'était plus au pouvoir, ont coupé le micro de manière soudaine et ont désactivé toutes les plateformes sur lesquelles ses partisans et lui avaient la possibilité de s'exprimer. D'accord, à très court terme, c'était la seule réponse efficace, mais ce n'était pas une réponse démocratique. Je ne veux pas vivre dans une démocratie où les décisions clés, où la décision de couper le micro, pour faire en sorte que vous ne soyez plus en mesure de vous exprimer en raison de la nature de votre discours, où ces décisions sont prises par un acteur privé, par un réseau social privé. Je veux qu'elles soient prises en application d'une loi votée par nos représentants ou de réglementations, d'une gouvernance, débattues de manière démocratique et approuvées par des dirigeants démocratiques.

Il s'agit d'une question décisive si nous voulons arrêter cela, parce que 2018 en France et 2021 aux États-Unis ont révélé une nouvelle violence de nos démocraties, largement liée à ces réseaux sociaux et, au fond, à notre nouveau mode de vie.

BENJAMIN HADDAD : Passons maintenant à certains enjeux communs de politique étrangère auxquels nous sommes confrontés. Je prendrai les questions deux par deux, parce que nous avons beaucoup de questions à vous poser, Monsieur le Président.

Je donne d'abord la parole au Dr Adam Tooze, à New York. Il est professeur à l'université de Columbia, directeur de l'Institut européen, et a écrit un ouvrage sur la crise financière. Dr. Tooze, d'abord, et ensuite je donnerai la parole au Professeur Joseph Nye, à Harvard.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Bonjour.

QUESTION : Monsieur le Président, bonjour, c'est un honneur d'être ici.

Je voudrais vous interroger, de manière un peu poussée, sur cette idée de multilatéralisme axé sur les résultats, parce que je crois qu'il est urgent de nous concentrer sur cette approche. Nous devons évidemment nous adapter à l'enjeu que représente la légitimité par les résultats, adoptée par exemple au sein du régime chinois, mais il s'agit également d'un critère sévère et difficile auquel se mesurer. Il ne suffit pas de montrer que vous avez bien fait les choses. Vous devez véritablement produire des résultats.

Et la question particulière à laquelle je pense est l'une des plus importantes que les Européens ont à l'esprit actuellement, c'est la question du vaccin, la question de savoir comment nous pouvons envisager notre expérience avec le vaccin en tant qu'objectif, projet, modèle, mais également comme un avertissement sur la façon dont nous devons procéder à partir de maintenant. Parce que c'est une question qui comporte deux faces. Il s'agit, d'une part, d'un immense succès des efforts humains menés en collaboration, de part et d'autre de l'Atlantique, mais d'autre part, cette question prend apparemment les dimensions d'un échec tragique, celui de notre incapacité, à l'échelle globale, à veiller à une répartition équitable du vaccin, ou ne serait-ce que prudente, afin d'être ensuite en mesure de le fournir de manière légitime et crédible, même aux populations aisées d'Europe.

J'aimerais donc entendre votre avis sur la situation actuelle et sur la façon dont nous pourrions mettre en place un multilatéralisme véritablement axé sur les résultats sur cette question essentielle de la biosécurité au moyen de la technologie des vaccins.

BENJAMIN HADDAD : Je donne maintenant la parole au Professeur Nye, ancien doyen de la Kennedy School of Government de Harvard, membre du Conseil d'administration de l'Atlantic Council.

QUESTION : Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur vos commentaires sur la Chine. Comme vous le savez, de nombreux économistes pensent que d'ici à la fin de cette décennie, l'économie chinoise aura dépassé l'économie américaine. À ce moment-là, comment l'Europe et la France devraient-elles réagir?

Certains dirigeants européens suggèrent que l'Europe devrait trouver une position à égale distance entre les États-Unis et la Chine. D'autres disent qu'au contraire, en considérant les caractéristiques internes de la Chine et de l'économie chinoise, si la Chine parvient à une position dominante selon les normes internationales alors qu'il s'agit d'une société fondée sur la surveillance, cela nuira à nos démocraties ; pour eux, nos démocraties devraient plutôt mettre en place un « T-12 », un groupe de pays technologiques qui auront des arrangements commerciaux particuliers et mettront en place des normes pour éviter d'être exploités par les entreprises chinoises ou par les normes chinoises dans des domaines comme la surveillance, l'intelligence artificielle et les mégadonnées ; en d'autres termes, l'équidistance serait une énorme erreur. Il ne s'agit pas seulement de trouver un équilibre entre deux grandes puissances. Il s'agit de préserver la démocratie.

L'Europe est donc confrontée à des choix importants. Pourriez-vous nous dire comment vous voyez cela, du point de vue français, et du point de vue européen ?

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Merci beaucoup pour ces deux questions, auxquelles je puis aisément répondre.

Je commencerai par répondre à la question du Dr. Tooze, sur la façon d'illustrer le multilatéralisme axé sur les résultats. Sur la question des vaccins, je crois que la COVID-19 est en effet un sujet très intéressant pour réfléchir au moyen de parvenir à des résultats grâce au multilatéralisme. Et volontairement, je ne réfléchis pas seulement en termes de vaccins, car je crois que la question est celle de la crise de la COVID-19 et de ses conséquences.

Je pense d'abord, au niveau du G20, au lancement en mars 2020 de l'initiative ACT-A, alors pilotée par les dirigeants européens, mais dans une construction et un travail communs avec les dirigeants africains ; c'est exactement la façon dont je vois ce nouveau type de partenariats. Nous avons élaboré une stratégie dans laquelle la gestion de la crise de la COVID-19 passait par une aide aux pays africains pour préserver leur système de santé primaire, soigner leur population et faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie. Parce que pour l'instant, l'Afrique est confrontée à des conséquences économiques et sociales, bien plus qu'à des conséquences sanitaires, en raison de la structure de sa population, et probablement d'autres caractéristiques importantes des sociétés africaines.

Nous avons lancé cette stratégie et nous sommes parvenus à de premiers résultats. Nous avons mis en place une organisation commune, l'initiative ACT-A, une gestion commune avec des dirigeants africains et l'Union africaine, ainsi que l'initiative COVAX pour le vaccin.

Si on regarde les derniers mois, je suis d'accord avec vous, la Chine a probablement réussi à convaincre certains pays avec sa diplomatie du vaccin. Les Chinois sont parvenus à des résultats de manière très efficace, en réaction à cette première initiative solidaire du G20 et de l'Union africaine, tout simplement parce qu'ils étaient en position de produire un vaccin. Récemment, la Chine a été moins affectée par la pandémie que les États-Unis ou l'Union européenne, et elle a fait en sorte d'être en mesure de livrer de

nombreuses doses à certains pays, dans les Balkans occidentaux, dans le Golfe, et en Afrique, dans des volumes que nous ne connaissons pas totalement, mais cela représente clairement un succès diplomatique.

Et cela pourrait donner l'idée que l'action de la Chine est plus efficace que la stratégie multilatérale que nous avons menée il y a quelques mois. Mais je crois qu'à long terme, si nous avons une approche globale et coordonnée, nous pouvons être plus efficaces. Et c'est l'idée que je veux défendre. Parce que c'est vrai, à très court terme, nous pouvons être impressionnés par l'efficacité chinoise. C'est un peu humiliant pour les dirigeants que nous sommes, peut-être également pour nos pays. J'ai reçu il y a quelques jours une note intitulée : « Inutile d'aller vers les pays africains ou pauvres ». Le président serbe était là. Pour être très honnête avec vous, il a eu accès à des vaccins grâce à sa coopération avec la Chine. « Les Chinois sont plus efficaces que vos équipes communes de l'Union européenne pour élaborer des vaccins, mes amis », a-t-il fait remarquer de manière directe et sincère.

Mais ce que nous observons est, je crois, beaucoup plus compliqué. La réponse à apporter, en particulier pour les pays pauvres et émergents, est plus complexe qu'il n'y paraît. Tout d'abord, traiter le virus avec un vaccin exige d'être sûr d'avoir le vaccin adapté, un vaccin qui est pertinent pour faire face aux différents variants, et de disposer d'informations partagées et transparentes. Et je pense que c'est précisément à ce moment-là de la crise que l'OMS doit jouer un rôle crucial. J'aurai l'occasion la semaine prochaine de m'entretenir avec le Dr. Tedros. Mais le rôle de l'OMS, c'est d'être en mesure d'évaluer, en coopérant avec les différents organismes nationaux et régionaux, l'efficacité et la toxicité éventuelle des différents vaccins contre la souche initiale de COVID et contre ses variants.

À l'heure actuelle, nous ne disposons de données que sur des vaccins américains, des vaccins européens, et des partenariats entre différents acteurs. Il semble que nous pourrions avoir plus d'informations sur les vaccins russes grâce au numéro de The Lancet paru hier, et sur les initiatives à recenser au niveau européen. Je n'ai absolument aucune information au sujet du vaccin chinois. Je ne ferai pas de commentaires, mais c'est la réalité. Cela signifie qu'à moyen et long termes, si ce vaccin n'est pas adapté, il est presque sûr qu'il facilitera l'émergence de nouveaux variants et ne résoudra absolument pas la situation dans ces pays. Le Brésil est d'ailleurs sans doute un bon exemple de ce qui peut arriver, avec la situation à Manaus, où des personnes déjà infectées et d'autres vaccinées ont contracté une nouvelle forme de COVID-19.

Je pense donc que nous pouvons apporter les meilleures données scientifiques possibles, selon nos critères. Je veux dire par là des données scientifiques transparentes, pertinentes et contrôlées par les meilleurs chercheurs au monde. À ce stade, ce n'est pas le cas pour le vaccin chinois. Et je serais très heureux que la Chine puisse proposer un dispositif similaire. Donc pour moi, dans la situation actuelle, une efficacité à court terme pourrait nuire à l'efficacité à moyen terme. Voilà pour le vaccin.

Mais au-delà, je pense que notre initiative ACT-A, que je veux promouvoir, est exactement le nouveau type de partenariat dans le cadre duquel nous pouvons parvenir à des résultats collectifs de manière bien plus rapide, parce que nous nous mettons en position de fournir des vaccins à des pays pauvres et émergents. Les vaccins de Pfizer et Moderna ne sont pas pertinents pour ces pays, en raison de leurs caractéristiques principales, notamment en ce qui concerne la température et les exigences logistiques. Mais ceux de Janssen, Johnson & Johnson, AstraZeneca, peut-être Sanofi et d'autres comme Novavax pourraient être beaucoup plus adaptés. Si nous mettons en commun nos financements et nos efforts, nous pouvons fournir à ces pays dans les semaines et les mois à venir un nombre de doses sans comparaison possible avec celles livrées par la Chine. C'est là une première chose.

Deuxième chose, notre dispositif prévoit des traitements, car il est possible, avec des traitements adaptés, d'éviter certaines formes graves à de nombreuses personnes. En ce qui concerne les tests, il est tout simplement impossible de lutter contre une pandémie si vous n'avez pas de stratégie de dépistage. Cela signifie qu'en plus de notre approche multilatérale, l'initiative ACT-A, qui pour moi est la meilleure pour cela, vous devez travailler directement avec les gouvernements et les aider à renforcer

meilleur pour cela, vous devez travailler directement avec les gouvernements et les aider à renforcer leur système de santé primaire. Si vous ne disposez pas de structures, de médecins, d'infirmières, etc., il est impossible de mener une campagne de vaccination. Nous le savons parfaitement dans nos pays, et c'est la même chose en Afrique ou en Amérique latine.

Et donc, le fait que nous disposions d'une approche bien plus globale, solidaire, ouverte à tous, et d'ailleurs y compris à la Chine, et solidaire envers les pays dans lesquels la pandémie pourrait être très sévère, à savoir les pays d'Afrique et d'Amérique latine, est justement la façon la plus efficace de parvenir à des résultats. Ce qui est en jeu maintenant, pour reprendre ce que vous disiez, c'est premièrement, l'engagement de l'OMS à être complètement transparente et à appliquer des normes communes, car un des points faibles du multilatéralisme axé sur les résultats est le risque d'avoir une approche « deux poids, deux mesures ». S'il y a deux pays, un riche et un pauvre, qui agissent selon des normes différentes, sans être transparents, cela affaiblit le système. Donc nous avons besoin de l'OMS.

Deuxièmement, il faut plus d'engagements de la part des pays. Et la décision américaine récente au sujet, justement, de l'initiative ACT-A et du COVAX, est décisive. Troisièmement, il faut disposer d'une capacité de mise en œuvre, en associant tous les pays émergents et pauvres, et en ayant cette stratégie globale dont j'ai parlé. Pour moi, il est temps de parvenir à des résultats en étant très pragmatiques. Et il est temps de passer à la mise en œuvre. Vous aurez une réponse parfaite et complète à votre question, Adam, au cours des prochaines semaines et des prochains mois, si nous parvenons à des résultats dans nos propres pays et si nous réussissons à organiser d'importantes campagnes dans les pays émergents et pauvres grâce à notre initiative COVAX pour fournir des vaccins, mais plus largement grâce à la stratégie globale de l'initiative ACT-A que nous avons lancé ensemble. Mais une fois encore, le fait que nous soyons plus exigeants et adoptions une approche plus globale est sans aucun doute une force.

Pour répondre à votre question, professeur Nye, au sujet de la Chine. Je dirais d'abord que nous considérons la Chine à la fois comme un partenaire, un concurrent et un rival systémique. Cela signifie qu'elle est un partenaire pour traiter de certains sujets mondiaux. Par exemple, sur la question des changements climatiques, la Chine est un partenaire. Elle a pris des engagements, elle change le système, elle s'efforce de réduire ses émissions de CO2. Et je dois dire qu'elle a mis en place ces dernières années un marché carbone performant. Elle a pris des engagements clairs et a obtenu des résultats. Mais pour les questions commerciales et industrielles, la Chine est un concurrent. Et elle est un rival systémique, compte tenu de ses ambitions dans la région indopacifique et de ses valeurs, de la question des droits de l'Homme.

La question est donc de savoir comment concilier ces différentes priorités et comment aborder ce que vous avez mentionné. Pour moi, il y a deux scénarios différents, qui doivent être exclus. Le premier serait de nous mettre en position de nous allier tous contre la Chine. Ce scénario est le plus conflictuel qui soit. Pour moi, il est contre-productif, car il inciterait la Chine à renforcer sa stratégie régionale et à réduire sa coopération sur les différentes priorités. Et je crois que cela serait dommageable pour nous tous.

Un deuxième scénario pour l'Union européenne, irrecevable, consisterait à nous affirmer en tant que partenaire clair de la Chine, ce qui nous placerait à égale distance de la Chine et des États-Unis. Cela serait absurde puisque nous ne représentons en aucun cas un concurrent systémique pour les États-Unis. En effet, nous partageons des valeurs et une histoire communes, et devons également relever les défis de nos démocraties et ce qui vient d'être évoqué. La question qui se pose pour nous est celle de comment parvenir à coopérer au sujet de certaines problématiques et de devenir l'acteur clé qui incitera la Chine à respecter ses engagements.

Impossible de savoir ce que l'avenir nous réserve. À dire vrai, les prochains semestres seront sans doute décisifs pour la Chine et ses dirigeants, le pays et son gouvernement. La Chine a décidé d'intégrer le cadre multilatéral, à savoir l'OMS et l'Organisation mondiale du commerce, entre autres. Alors que

les États-Unis se réengagent, quelle sera la réaction de la Chine ?

Je pense que nous devons nous efforcer de travailler ensemble en toute bonne foi. C'est pourquoi je demanderai à ce qu'un sommet au format P5 soit organisé dans les prochains mois afin de rétablir une certaine convergence de vues entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de restaurer l'efficacité de cette enceinte, en chute libre ces dernières années.

Deuxièmement, je pense que nous devons amener la Chine à s'engager dans un programme climatique audacieux et efficace. En outre, il me semble que le réengagement des États-Unis offre une bonne occasion d'entamer une discussion proactive à ce sujet. La Conférence de Glasgow en fin d'année permettra bien évidemment d'aborder la question. De plus, elle se déroulera presque en même temps que la COP chinoise sur la biodiversité.

Troisièmement, il nous faut désormais instaurer une initiative mondiale relative au commerce, à l'industrie et à la propriété intellectuelle. À cet égard, je pense que la divergence des États-Unis et de l'Union européenne au cours de ces dernières années a été totalement contre-productive. Il me semble que nous devrions relancer la discussion, au niveau de l'OMC bien entendu, mais aussi de l'OCDE, puisqu'en tant que membres, nous dialoguons avec la Chine. Nous pourrions également introduire de nouvelles formes de discussion afin de régler la question de la propriété intellectuelle, essentielle au même titre que celle de l'accès au marché, dans le but d'instaurer une nouvelle ère de normalisation et de transparence.

Enfin, quatrièmement, se pose la question des droits de l'Homme. Sur ce point, il me semble nécessaire de faire pression, d'être très clairs et de trouver le moyen de renouveler notre engagement sur certains points fondamentaux. À cet égard, je considère l'accord d'investissements signé à la fin de l'année dernière entre l'Union européenne et la Chine comme une occasion favorable.

Soyons honnêtes, cet accord n'est ni particulièrement étendu ni facteur de changement, ni pour la Chine ni pour l'Union européenne. Il présente certes des éléments positifs et significatifs, répond à certaines problématiques relatives à l'investissement et à l'accès aux marchés, mais, restons lucides, il n'aborde pas la question de la propriété intellectuelle. Cependant, pour la toute première fois, la Chine accepte de s'engager dans le cadre des normes de l'OIT, notamment sur des questions relatives au travail qui touchent aux droits de l'Homme. Je trouve cette attitude très intéressante, car elle permet d'évaluer la pertinence d'une telle discussion.

Comme vous le voyez, j'ai essayé de distinguer ces différentes dimensions. Selon moi, notre dialogue avec la Chine nous permet d'établir une stratégie efficace ; il est dans l'intérêt collectif de concrétiser celle-ci, car nous abordons des questions globales en évitant les approches que je qualifierais de controversées. Si nos objectifs sont évidemment très ambitieux, surtout en matière d'économie, je pense qu'il est dans l'intérêt de tous de réduire les conflits, mais je n'ai pas la solution définitive. En ce qui concerne les droits de l'Homme, question très complexe, il convient d'augmenter la pression, de mener des discussions franches et de renouer le dialogue sur certaines questions spécifiques.

Pour y parvenir dans les mois, les années à venir et à long terme, nous devons bien évidemment préserver notre autonomie stratégique et notre capacité à négocier de bonne foi, pour les États-Unis, mais aussi pour l'Union européenne elle-même. Vous l'avez par ailleurs très justement mentionné.

Concernant la technologie, l'intelligence artificielle et les initiatives dans ce domaine (la question de l'espace sera également cruciale), nous devons être en mesure de coopérer si nous le souhaitons. Il nous faut cependant à tout prix éviter de dépendre entièrement de la Chine, mais également des États-Unis, non pas pour des raisons de distance équivalente, mais parce que je ne souhaite pas dépendre entièrement des décisions américaines. À défaut, je ne pourrai plus prendre de décisions dans l'intérêt du continent européen lui-même.

C'est pourquoi j'ai lancé, il y a un an et demi, une initiative pour la 5G afin de disposer d'une solution 100 % européenne. Dans cette optique, nous avons également restreint les solutions françaises. De plus, j'ai décidé de défendre cette initiative lors des discussions bilatérales avec la Chine. Je suis très heureux de constater qu'en mars 2020, la Commission européenne a introduit ses propres normes pour la 5G, pour l'encadrement de nos plateformes et pour la réglementation relative à l'intelligence artificielle.

En outre, je pense qu'il nous est possible de coopérer bien davantage grâce au partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, lancé il y a quelques semestres, lors du G7. J'espère que les États-Unis rejoindront cette initiative. Élaborée de concert avec le Canada, elle nous permet de travailler collectivement en évitant toute dépendance en ce qui concerne les décisions techniques et d'instaurer ainsi une gouvernance démocratique commune sur la question de l'intelligence artificielle. La préservation des solutions européennes et de notre capacité décisionnelle est la condition sine qua non de toute discussion avec la Chine à ce sujet.

BENJAMIN HADDAD : Je me tourne à présent vers nos deux prochaines invitées. Tout d'abord, Sophia Besch de Berlin, chargée de recherche au Center for European Reform et directrice de recherche à l'Atlantic Council. Puis Rachel Rizzo de Washington D.C., directrice des programmes du Truman National Security Project.

Sophia.

QUESTION : Monsieur le Président, je vous remercie de nous accorder cette entrevue. Je suis ravie de participer à un tel événement.

J'aimerais revenir sur l'autonomie stratégique et le rôle de l'OTAN. Aux yeux de certains États européens, l'élection du Président Joe Biden relègue l'autonomie stratégique de l'Union en matière de défense au second plan. Pour eux, des arguments essentiels en faveur de cette autonomie étaient la faiblesse politique de l'OTAN ces dernières années, le manque d'harmonisation stratégique et de coordination entre les États-Unis et l'Europe, ou entre la Turquie et d'autres alliés, par exemple. Si le cas de la Turquie reste en suspens, la nouvelle administration américaine place la restauration des alliances, comme l'OTAN, au centre de sa politique étrangère.

Alors, comment assurer la réussite de ce réalignement transatlantique sans compromettre les ambitions européennes en matière de défense ? Et comment l'OTAN peut-elle contribuer efficacement à votre vision d'une autonomie stratégique européenne ?

BENJAMIN HADDAD : Rachel Rizzo.

QUESTION : Merci, Ben. C'est un honneur de participer à cet échange aujourd'hui.

Monsieur le Président, permettez-moi d'évoquer le cas de la Russie. En début de semaine, un tribunal moscovite a condamné la figure de l'opposition Alexeï Navalny à plus de deux ans de prison. Ces deux derniers week-ends, des milliers de Russes sont descendus dans la rue pour protester contre son arrestation. Suite à cette condamnation, les manifestations se poursuivront très certainement.

Si des sanctions ont désormais été prises contre la Russie, vous avez également encouragé un dialogue continu avec Moscou. Dans quels domaines d'intérêt commun l'Europe et l'administration Biden peuvent-elles collaborer afin de définir une politique commune à l'égard de la Russie ?

Merci.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Je pense que vous avez raison. Certains dirigeants, certains acteurs européens, pourraient penser que la remise en conformité du programme d'action avec la nouvelle administration américaine risque d'affaiblir notre autonomie stratégique ou du moins d'amoin-

d'une certaine manière, la pertinence d'une telle stratégie.

Toutefois, je ne crois pas un seul instant que ce soit le cas. Comme j'ai tenté de l'expliquer au début de notre échange, je pense que plus l'Europe s'investit pour défendre, soutenir et participer à la protection de son voisinage, plus les États-Unis en bénéficieront car cela contribue à une meilleure répartition des efforts. Reste à déterminer la nature de la coordination au sein de l'OTAN et à clarifier notre projet politique et nos objectifs communs.

Bien sûr, la nouvelle administration ouvrira la voie à une approche plus coopérative. C'est une certitude. Regardons la réalité telle qu'elle est. Le Moyen-Orient et l'Afrique sont nos voisins. Pas ceux des États-Unis. C'est un fait. Je ne parle là que de géographie. Je me souviens de ce que nous disions sur la Syrie il y a quelques années : la décision juste et démocratique de l'administration des États-Unis a finalement consisté à ne pas répondre à l'usage d'armes chimiques par une opération militaire et une attaque. Or, cette décision a privé les Européens de leur capacité à agir d'eux-mêmes. Je pense que la crédibilité de l'OTAN en a souffert et que les Européens eux-mêmes s'en sont trouvés affaiblis, car les enjeux ne portaient pas sur une région très lointaine. En 2013, on parlait de la Syrie pour désigner l'endroit où se sont préparés les attentats terroristes menés à Paris en novembre 2015. Je parle donc de ma propre sécurité.

C'est pour cette raison que les Européens doivent comprendre la nécessité d'une coopération, d'une interopérabilité et d'une collaboration très étroite avec les États-Unis. Mais il ne s'agit absolument pas de nous mettre dans une situation de dépendance vis-à-vis des décisions des États-Unis. En effet, toute décision démocratique prise par ce pays pourrait être motivée par des considérations nationales, par une politique intérieure et, bien entendu, dans une certaine mesure, par les intérêts du pays lui-même, et pourrait donc différer de celle privilégiée par l'Europe, notamment en ce qui concerne nos pays voisins. C'est ainsi que je veux expliquer notre autonomie stratégique. Et je dirais que pour un côté comme pour l'autre, cette approche est la bonne et qu'elle permet de préserver nos intérêts respectifs.

Il s'agit de se défaire d'une mentalité prégnante en Europe, qui découle du concept d'absence de défense européenne, construit sur des décennies. Dans de nombreux pays, après la Seconde Guerre mondiale, nous avons créé un système, une mentalité, presque un ADN, où il était indispensable de ne pas se démarquer nettement et de ne pas avoir à prendre soi-même des décisions. Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle période où nous devons être en mesure de préparer et de soutenir notre défense européenne. Toutefois, je tiens à insister sur la nécessité d'une étroite coopération avec les États-Unis.

En ce qui concerne la Turquie, la situation dans laquelle elle a placé l'Europe et les États-Unis est aberrante. Je dirais que l'absence de régulation par l'OTAN, d'intervention permettant de mettre fin à l'escalade, nous a nui à tous. Je voudrais rappeler qu'il y a deux ans, la Turquie a lancé une opération dans le Nord-Est de la Syrie sans aucune coordination ni avec l'OTAN, ni avec les États-Unis, ni avec la France. À ce moment-là, nos troupes étaient déployées sur le terrain, car la coalition, menée par les États-Unis, avec le concours de l'OTAN, se trouvait en Syrie.

Cette opération lancée par la Turquie était motivée par des considérations nationales, qui revenaient à dire : « Les Forces démocratiques syriennes représentent une menace terroriste pour moi, car elles sont liées au PKK. » Pour certaines d'entre elles, c'est exact. Mais la Turquie a de facto lancé des opérations militaires dans une région où se trouvait la coalition et contre nos intermédiaires. Les soldats des États-Unis, les soldats de la France et tous nos autres soldats ont combattu Daech sur le terrain à leurs côtés. Soudain, l'un de nos membres a décrété qu'ils étaient terroristes et qu'il fallait les tuer. C'est exactement ce qu'il s'est produit.

L'OTAN, les États-Unis et la France ont perdu toute crédibilité dans la région. Comment peut-on vous faire confiance si vous agissez de la sorte, sans aucune coordination ? Or, les opérations menées par la Turquie ont été rendues possibles par la décision des États-Unis, implicite puis explicite, de se retirer de Syrie. Après la Libye, au Haut-Karabagh, en Méditerranée orientale, la Turquie a systématiquement adopté un comportement hostile vis-à-vis de ses différents partenaires, l'Europe ou les membres de

l'OTAN, avec la volonté de cadrer la situation avec la Russie.

C'est pour cette raison que j'ai déclaré que l'OTAN était en état de mort cérébrale. En effet, quel en est le concept ? Qui en est l'ennemi ? Quelles sont les règles du jeu dans une organisation où vous êtes censés être alliés, mais où de tels comportements sont tolérés ? En 2020, nous avons accentué la pression et avons obtenu des résultats. Les mois à venir seront décisifs. Je salue avec enthousiasme les récentes déclarations du Président Erdogan : je pense qu'elles sont en grande partie dues à nos accomplissements à l'échelle européenne et au réengagement de la nouvelle administration des États-Unis, bien plus en accord avec l'approche traditionnelle de l'OTAN, c'est-à-dire avec une approche normale et exigeante. Je m'en réjouis sincèrement.

J'espère que nous obtiendrons des résultats, qui seront alors la preuve concrète de notre efficacité. Ainsi, il conviendrait de régler la situation en Libye, de faire partir les troupes turques de Libye, d'obtenir le départ des milliers de djihadistes envoyés depuis la Syrie vers la Libye par la Turquie elle-même (en violation totale avec la conférence de Berlin), de régler la question syrienne avec le reste de la coalition et, je l'espère, de résoudre la situation au Haut-Karabagh et de diminuer la pression en Méditerranée orientale, lorsque la situation semblera plus favorable.

Ainsi, je pense qu'il est essentiel que dans les prochains mois, les États-Unis, l'Europe et quelques autres membres étudient avec rigueur les rapports qui nous ont été récemment fournis par les experts mandatés il y a un an pour clarifier les nouveaux concepts. Comme je le disais, qui est l'ennemi ? Mon ennemi est-il Daech, par exemple ? Pas nécessairement, ces petits groupes, et ainsi de suite ? Comment réglementer la situation ? Comment identifier l'ennemi pour légitimer toute intervention extérieure ? Quel code, quelles règles faut-il instaurer entre les États membres ? Nous disposons de règles bien définies concernant la solidarité dont peut bénéficier un État attaqué.

Toutefois, nous ne disposons pas d'une autorité réglementant les interventions dans certains pays, où de nouveaux intérêts peuvent entrer en jeu et où une opération lancée par un autre État membre s'avère contre-productive. Lorsque nous parlons de la mer Méditerranée ou du Moyen-Orient, nous parlons de nos voisins. L'intervention de la Turquie a de réelles conséquences pour nous. Ainsi, je suis convaincu que l'autonomie stratégique revêt toujours une grande importance et que le réalignement et le réengagement des États-Unis dans l'OTAN est nécessaire à ces clarifications et à la réaffirmation de l'OTAN non pas comme une superstructure coordonnant nos forces armées, mais comme un organisme politique nous permettant d'harmoniser nos choix et de coordonner nos politiques.

En ce qui concerne la Russie, je partage complètement votre point de vue sur M. Navalny. J'ai affirmé hier mon désaccord total vis-à-vis de cette décision russe consistant à condamner quelqu'un pour la simple raison qu'il n'a pas respecté son contrôle judiciaire en Russie parce qu'il était soigné à Berlin. Je pense que cette décision constitue l'expression la plus évidente d'une forme d'ironie et d'irrespect à l'égard de M. Navalny et du monde entier. Selon moi, c'est une immense erreur, notamment pour la stabilité du pays. Le cas de M. Navalny est très grave. Nous avons décidé de certaines sanctions. Je regrette et condamne fermement ces décisions.

Cela dit, se pose en outre la question de la situation en Ukraine, pour laquelle des sanctions justifiées et un processus ont été conçus à Minsk en format Normandie. En décembre 2019, nous avons légèrement progressé sur cette question. Nous travaillons dur pour continuer dans cette voie. Mais dans un tel contexte, pourquoi ai-je décidé de reprendre une partie des discussions avec la Russie ? Je suis en faveur d'un dialogue permanent.

Je pense qu'il faut prendre en compte les dimensions historique et géographique. La Russie fait partie de l'Europe à ces deux égards. Il me semble essentiel, quoi qu'il arrive, d'inclure la Russie dans cet horizon, dans cette grande partie du monde. Premièrement, de toute évidence, l'histoire du Président Poutine et de nombreux dirigeants s'inscrit pleinement dans l'histoire européenne. Ils ont des valeurs, une histoire, une littérature, une culture, une mentalité communes. Et nous devons le prendre en

compte.

Deuxièmement, il y a la dimension géographique. La paix et la stabilité en Europe, en particulier à nos frontières aujourd'hui, dépendent de notre capacité à négocier avec la Russie. Pour différentes raisons, en particulier l'agressivité de la Russie et l'extension de l'OTAN, nous avons repoussé nos frontières au maximum du côté est, mais n'avons pas réussi à y réduire les conflits et les menaces.

Je crois que notre objectif pour les années et les décennies à venir consiste précisément à trouver un moyen commun de débattre et de construire la paix et la sécurité à l'échelle du continent entier. Cela passe par un dialogue sur les cyberattaques, et bien entendu sur tous les types d'attaques, et sur notre manière d'aborder les pays vulnérables dans la zone très sensible où se trouvent notamment l'Ukraine et la Biélorussie. Nous devons engager une discussion politique avec la Russie à ce sujet. Autrement, il y aura notre volonté de protéger d'un côté et une volonté de conquérir et de dominer de l'autre. Or, si l'on se penche sur les stratégies mises en œuvre avec l'Ukraine dans le passé, avec la Biélorussie aujourd'hui et avec de nombreux pays, les résultats ne sont pas au rendez-vous. Nous devons donc recréer un cadre de discussion pour les pays situés dans cette partie de notre continent.

Deuxièmement, en ce qui concerne la maîtrise des armements, nous devons impérativement discuter avec la Russie du retrait unilatéral des États-Unis du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Aujourd'hui, l'Europe n'est plus protégée contre ces missiles russes. Compte tenu du cadre juridique du traité FNI, nous n'étions pas parfaitement protégés, notamment en Pologne, mais nos débats et notre organisation en matière de maîtrise des armements étaient encadrés d'une manière qui n'était pas sans rappeler la guerre froide, par l'intermédiaire d'un dialogue entre les États-Unis et la Russie. En tant qu'Européen, je souhaite ouvrir une discussion entre l'Union européenne et la Russie. Je suis conscient et convaincu que nous avons besoin des États-Unis, et certainement de la Chine, qui est essentielle pour la stratégie des États-Unis, mais nous devons avant tout engager un dialogue plus large sur les accords et les traités en matière de maîtrise des armements pour aborder, surveiller et réduire les conflits dans le monde. Or, la sécurité du continent européen passe indéniablement par un dialogue entre la Russie et l'UE à ce sujet. Cet objectif ne saurait être atteint sans l'instauration des conditions adéquates et l'ouverture d'un dialogue.

Enfin, il y a la question de notre voisinage. Au Moyen-Orient, que ce soit au niveau de l'OTAN ou de l'ONU, nous avons constaté une perte de crédibilité collective ces dernières années, parce que nous avons décidé de ne pas intervenir, tandis qu'eux intervenaient ou envoyaient des groupes agissant par procuration, et s'accommodaient très bien de cette zone grise. C'est d'ailleurs précisément ce nouveau type de guerres qui leur a permis de gagner en efficacité. Or, Européens comme Américains, nous avons aujourd'hui presque disparu et ne sommes donc pas en mesure de définir un cadre international ou multilatéral dans ce domaine. Si nous souhaitons nous réengager, nous devons rétablir le dialogue avec la Russie. Vous me demandiez des exemples de situations critiques dues à une interruption du dialogue, comme celles de l'Ukraine ou de M. Navalny, qui sont extrêmement importantes et où nous devons faire preuve de fermeté avec une grande solidarité. Mais au-delà de ces considérations, nous avons besoin d'un dialogue global.

Cela dit, je reste extrêmement lucide. À très court terme, nos chances d'obtenir des résultats concrets sont très réduites. Je suis lucide. Mais notre devoir est de préserver ou de rétablir ces voies de dialogue, de ne pas prendre la responsabilité de cesser le dialogue de notre côté et de constamment renouer la discussion.

D'après mon expérience, y compris avec les dirigeants actuels de la Russie, plus vous renouez le dialogue, mieux vous parvenez à exercer la pression adéquate pour éviter toute dérive. Au contraire, si vous restez fermé et ne discutez pas de certaines questions, vous laissez une porte ouverte pour agir. Ainsi, en posant des limites, vous établissez votre crédibilité, comme nous l'avons par exemple fait avec notre opération militaire en Syrie, en 2018. Certes, le fait de réengager sans cesse le dialogue ne donne

que des résultats limités, mais il permet au moins d'éviter de plus grandes divergences d'opinion. Cela prendra plusieurs années, peut-être même plusieurs décennies, mais nous devons bâtir un tel dialogue pour assurer la paix et la stabilité en Europe.

BENJAMIN HADDAD : Monsieur le Président, si vous me le permettez, je prends deux dernières questions avant de laisser notre président et directeur général Fred Kempe conclure la séance. J'appelle d'abord Fred Smith, président et directeur général de FedEx, puis Monique Dorsainvil, ancienne membre de l'administration Obama et Millenium Leadership Fellow de l'Atlantic Council. Tout d'abord, Fred Smith.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Bonjour.

QUESTION : Bonjour, Monsieur le Président.

Comme vous le savez, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la libéralisation des échanges a joué un rôle majeur dans le renforcement de la prospérité, dont nous bénéficions tous aujourd'hui. Or, l'expansion des échanges transatlantiques revêtait une importance capitale. Ainsi, comment envisagez-vous d'améliorer et de renforcer les relations commerciales entre l'Europe et les États-Unis ?

BENJAMIN HADDAD : Merci.
Monique.

QUESTION : Merci, Ben.

J'aimerais parler de la génération Y et de la génération Z. Dans les contextes sociaux et politiques actuels, toute la jeune génération, touchée de plein fouet par la pandémie de COVID-19, subit les conséquences économiques d'obtenir son diplôme et de chercher un emploi en période de récession. Ces jeunes ont assisté à la montée du populisme et des guerres, dans leurs pays et ailleurs. Ma question est donc : que dites-vous à ces jeunes du monde entier, dont beaucoup sont isolés chez eux, aux prises avec toutes ces questions, mais qui continuent de persévérer et de redoubler de créativité chaque jour pour innover et rester en contact avec leur entourage ?

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Merci beaucoup.

Merci, Fred. Je pense comme vous que la libéralisation des échanges a permis une hausse de la croissance et a ouvert de nombreuses perspectives. C'était une stratégie extrêmement efficace pour réduire la pauvreté dans de nombreuses régions. Cependant, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation assez différente et nous nous devons d'élaborer un programme d'action plus vaste. D'abord, bien évidemment, nous devons, et devons une fois que la COVID-19 sera derrière nous, reprendre certains échanges, qui ont perdu en rapidité et en stabilité. Et je pense que la priorité est de préserver et d'améliorer l'accès au marché ainsi que notre capacité à fournir des débouchés et à organiser efficacement notre commerce et nos industries. Nous devons prendre en compte le changement climatique, comme je le disais, et trouver des solutions pour réduire notre empreinte carbone, ce qui implique de repenser notre logistique et de rapprocher la production du marché final. C'est un point très important.

Le second aspect est la question des inégalités, sur laquelle je souhaite insister. La libéralisation de nos échanges était principalement axée sur le consommateur et visait à réduire le prix des différents produits et biens. Or, elle a provoqué la disparition de nombreux emplois dans notre société, c'est une réalité. Nous avons réduit la pauvreté dans les pays pauvres et émergents, mais creusé les inégalités dans nos sociétés, ce qui s'inscrit dans la crise démocratique que nous vivons. Je reviens à la question que vous m'avez posée à propos de la crise démocratique. J'ai centré ma réponse sur la violence et la haine, mais les inégalités jouent aussi un rôle crucial dans ce processus, car elles légitiment la montée de la violence.

Ainsi, toute stratégie commerciale doit prendre en compte la question des inégalités dans notre société. Pour être très franc, je crois aujourd'hui à un commerce multipartite, qui implique les consommateurs, les travailleurs, les parties prenantes et les citoyens afin de concilier les enjeux liés à l'économie, au climat et aux inégalités. Ceci explique aussi pourquoi je souhaite qu'aucun accord commercial régional

climat et aux inégalités. Ceci explique aussi pourquoi je soutiens qu'aucun accord commercial régional ne soit signé avec un pays ou une région qui ne respecte pas l'Accord de Paris. Toutefois, nous devons également évaluer les avantages et les inconvénients d'une telle stratégie.

Tout ceci doit faire l'objet d'une grande réflexion. Mais bien plus encore, dans les mois et les années à venir, nous devons travailler activement tous ensemble à l'élaboration d'une stratégie commune à l'OMC, à l'OIT et au FMI, qui soit conforme à notre réglementation multilatérale en matière de changement climatique et de biodiversité. Seule l'harmonisation de nos différentes stratégies permettra de construire la stratégie d'ouverture et de commerce durable de demain.

Ensuite, pour répondre à la seconde question concernant la jeune génération, je partage entièrement votre inquiétude et votre volonté de lui adresser des messages. Je suis convaincu que cette génération comprend bien mieux que nous l'importance du changement climatique et qu'elle a pleinement conscience que la solution pour apporter des réponses claires et pertinentes à cette question se trouve dans l'élaboration d'une stratégie globale fondée sur la coopération. Ces jeunes sont ceux qui ont vingt ans en pleine pandémie. Ce sont les étudiants qui, à l'âge des premières amours, sont privés des bars et des restaurants et ne peuvent parfois même pas se rendre à l'école ou à l'université. Cette situation est profondément injuste, sachant que les confinements et autres restrictions que nous décidons visent à protéger nos aînés.

Je commencerai par dire que les jeunes comprennent pleinement la nécessité d'une solidarité entre les générations. Toutefois, ce qu'ils veulent maintenant, ce dont ils ont besoin, à mon avis, ce n'est pas seulement de faire partie d'un monde très organisé et d'avoir la possibilité de gagner de l'argent et de vivre une vie normale. À mon sens, ils veulent prendre part au processus de réinvention, ils veulent pouvoir recréer un nouveau monde. Ils veulent jouer un véritable rôle dans cette récréation non pas seulement d'un nouveau gouvernement, mais de l'ensemble du système et de notre capacité à vivre ensemble.

Si j'avais un message à transmettre à cette génération, ce serait d'abord celui-ci : merci, vraiment, car je sais que les efforts que nous vous demandons, que nous demandons à votre génération, sont certainement les plus lourds de tous. Parce qu'il ne s'agit pas uniquement de vous protéger et de rester à la maison, entre autres. Il s'agit de renoncer, en substance, à tout ce qui fait les plaisirs de la vie à votre âge. Et pourtant, vous consentez ces efforts justement parce que nous avons sans doute redécouvert, au cours de cette période, ce que signifient la solidarité et la fraternité, parce que toutes les générations ont accepté de s'arrêter pour protéger une partie de la population. Parce que nous avons décidé de faire passer la vie humaine avant les intérêts économiques et avant toute autre chose.

Pourtant, ce que nous devons à votre génération, ce n'est pas un retour à la normale le jour d'après. Tout d'abord, nous devons vous fournir la possibilité d'étudier pendant cette période, pour que vous ayez clairement et pleinement conscience du rôle actif et important que vous jouez dans notre lutte contre le virus et pour vous aider à mettre en œuvre de nouvelles initiatives, au cours de cette période et à l'avenir, à transformer le monde et à construire ce que j'ai appelé, au début de cette discussion, un nouveau consensus. Pour vous aider à innover et à proposer de nouvelles solutions.

Soyons clairs, je suis sûr que notre monde, après cette crise, sera d'abord un monde au sein duquel la vie humaine, la dignité humaine, aura bien plus de valeur qu'auparavant. Un monde au sein duquel la lutte contre les inégalités pour parvenir à un système de santé ambitieux et équitable sera beaucoup plus intense. Un monde au sein duquel nous devrons relancer la croissance de manière à ce qu'elle profite beaucoup plus à tous. Vous avez un rôle à jouer, car vous êtes la génération qui innove. Quand je parle d'innovation, je parle d'innovation technologique, mais également d'innovation sociologique et structurelle. Ce monde est un monde au sein duquel nous pouvons mettre au point et concevoir de nouvelles solutions.

Je voudrais ajouter qu'au cours de cette période, l'impensable a été fait pour lutter contre le virus. Désormais, au fil des jours, l'impensable doit être fait et mis en place afin d'apporter de nouvelles

solutions aux changements climatiques, de lutter contre les inégalités et de favoriser une nouvelle croissance qui profite à tous. Je pense que notre rôle et notre devoir, en tant que personnalités politiques, sont de donner aux jeunes la possibilité de faire cela, en veillant à ce qu'ils puissent aller à l'école ou à l'université, en leur assurant la meilleure situation d'après-crise possible et, sans doute, en leur donnant le maximum de possibilités et de chances de contribuer à la solution et à ces innovations.

BENJAMIN HADDAD : Monsieur le Président, avant de donner la parole à Frederick Kempe, notre président et directeur général, pour clore cette discussion, je voudrais vous remercier vivement pour l'opportunité extraordinaire et pour les objectifs ambitieux que vous avez présentés. Je souhaiterais également ajouter que vous avez des amis et des partenaires au sein de l'Atlantic Council aux États-Unis et en Europe pour vous aider à concrétiser ces ambitions au cours des années à venir.

Donnons la parole à Frederick, à moins que vous ne souhaitiez d'abord dire un mot.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Non, merci beaucoup. Je vous remercie de m'avoir donné la parole. Nous avons abordé de nombreux sujets et je vous prie de m'excuser si mes réponses ont été trop longues. Nous n'avons évidemment pas pu débattre de certains sujets essentiels, que j'ai mentionnés très brièvement au début de notre discussion.

Nous pourrions en discuter à nouveau et de manière plus approfondie, mais il est évident que notre entretien, notre rôle et notre nouveau partenariat avec les États-Unis seront d'une importance capitale en Afrique. Nous avons mentionné la COVID-19, évidemment, le vaccin et notre initiative ACT-A. En ce qui concerne le Sahel, nous sommes très investis et nous avons des objectifs que nous poursuivons main dans la main avec les États-Unis. Nous avons besoin de cet engagement. Je pense que, dans les mois à venir, notre partenariat avec les États-Unis au Sahel, tant en matière de sécurité que de développement, sera absolument essentiel.

Nous n'avons pas parlé de l'Iran, ce qui surprendra peut-être de nombreuses personnes, mais nous avons eu une discussion très féconde concernant la Chine et la Russie. J'ajouterai donc, en quelques mots, que je me réjouis de la volonté de renouer le dialogue avec l'Iran. Il s'agit d'un enjeu commun pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour soutenir toute action entreprise par les États-Unis afin de rétablir un dialogue exigeant. Je serai présent et disponible, comme je l'ai été il y a deux ans et un an et demi, pour tâcher d'être un médiateur dévoué et sans parti pris dans ce dialogue. Toutefois, je crois fermement que nous devons en effet achever de nouvelles négociations avec l'Iran. Le président Biden a un rôle essentiel à jouer en la matière. Tout d'abord, parce que le pays est désormais bien plus proche de la bombe nucléaire qu'il ne l'était avant la signature de l'accord sur le nucléaire iranien en juillet 2015. Ensuite, parce que nous devons également aborder les questions des missiles balistiques et de la stabilité de la région. Ce programme global doit être négocié maintenant, car le moment est opportun. Nous devons en outre trouver un moyen de faire participer l'Arabie saoudite et Israël à ces discussions, car ils font partie des partenaires régionaux de premier plan, directement concernés par les décisions prises, tout comme nos autres amis de la région, évidemment. Toutefois, il est impossible de régler la situation sans être sûr que tous ces pays sont satisfaits de ce nouveau programme. Je soutiendrai et je soutiens toute reprise des négociations.

Voilà ce que je souhaitais ajouter. Je vous remercie encore une fois pour cette discussion et pour vos questions et je salue à nouveau votre décision d'inaugurer ce Centre pour l'Europe de l'Atlantic Council.

BENJAMIN HADDAD : Merci.

FREDERICK KEMPE : Monsieur le Président, merci énormément. C'était saisissant.

Et merci, Benjamin, d'avoir animé cette discussion. Félicitations, également, pour le nouveau Centre pour l'Europe.

Merci, Monsieur le Président, de nous avoir invités à participer à ce dialogue. Merci, Monsieur le Président, de nous avoir invités à participer à ce dialogue.

Merci, Monsieur le Président, de nous avoir aidés à en donner le coup d'envoi. Vous avez brillamment décrit ce qui, selon vous, est au cœur de la relation entre les États-Unis et l'Europe et vous avez rendu compte tant des difficultés que des possibilités de notre époque : la violence et la xénophobie qui empoisonnent nos démocraties, la diplomatie du vaccin, les enjeux concernant la Chine, la Turquie, la Russie, la jeune génération, le commerce, et pour finir l'Iran.

Au début de cette discussion, vous avez présenté une stratégie en trois volets concernant les relations entre les États-Unis et l'Europe, à commencer par la reconstruction et le renforcement du multilatéralisme que nous avons instauré ensemble après la Seconde Guerre mondiale et qui nous a si bien réussi pendant 75 ans.

Vous avez ensuite affirmé la nécessité d'établir de nouveaux partenariats, afin d'aborder les enjeux nouveaux et futurs en ce qui concerne le climat, la biodiversité et le numérique, partenariats au cœur desquels se trouvent l'Union européenne et les États-Unis.

Enfin, vous avez mis l'accent sur une collaboration nouvelle autour d'enjeux régionaux essentiels : le Moyen-Orient, l'Afrique, la zone indopacifique. À nouveau, l'Europe et les États-Unis sont au cœur de cette collaboration, mais il s'agira également de travailler avec la Chine et de faire participer l'Union européenne et l'OTAN. Vous avez en outre appelé à faire de cette dernière un organe politique pour harmoniser nos choix.

Vous avez présenté vos ambitions pour que l'Union européenne devienne un chef de file et un partenaire mondial influent des États-Unis afin de répondre aux plus grands enjeux de notre siècle : le moment est bien choisi pour faire passer ce message. À l'Atlantic Council, nous estimons que nous nous trouvons à un tournant, un tournant historique aussi important que les périodes qui ont suivi la Première et la Seconde Guerres mondiales. Nous savons qu'à l'époque, la relation transatlantique avait été déterminante, en mal dans le premier cas et en bien dans le second.

Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour vos commentaires utiles dans le cadre du lancement de notre nouveau centre. Pour être honnête, Monsieur le Président, l'Atlantic Council dans son ensemble est un centre pour l'Europe depuis 60 ans. Nous disposons de 14 programmes et centres : des centres régionaux sur l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient et des centres sectoriels qui travaillent sur les enjeux énergétiques et climatiques, sur la technologie, sur l'économie et la sécurité mondiales. En ce sens, Monsieur le Président, l'Atlantic Council est conçu pour faire avancer précisément les objectifs transatlantiques ambitieux et tournés vers le futur que vous nous avez présentés aujourd'hui, dans la mesure où nous œuvrons pour une cause commune en ce qui concerne toutes les questions que vous avez évoquées.

Monsieur le Président, vous pouvez compter sur l'Atlantic Council et sur sa communauté mondiale de partenaires pour une relation franco-américaine robuste et efficace, pour le renforcement des actions menées par les États-Unis et l'Union européenne, et, évidemment, en tant qu'alliés de longue date de l'OTAN.

Je vous remercie également d'avoir conclu en adressant un message mobilisateur à la jeune génération, grâce à cette magnifique déclaration sur l'après-COVID-19 : la vie aura une plus grande valeur après la crise. C'est une excellente note de fin.

Merci encore, Monsieur le Président. Dans le cadre de la prochaine édition spéciale de l'Atlantic Council au Centre pour l'Europe, nous continuerons à consolider ces objectifs en recevant le président du Conseil européen, Charles Michel, en direct le 10 février à 10 h 30 (UTC-5). Nous espérons vous retrouver tous dans une semaine. Je vous remercie à nouveau, Monsieur le Président, Benjamin Haddad et l'ensemble du personnel du nouveau Centre pour l'Europe.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Merci beaucoup.

